



éducation. Port de l'abaya à l'école

La France insoumise va saisir le Conseil d'Etat

LA FRANCE insoumise a annoncé hier son intention d'attaquer devant le Conseil d'Etat la décision « cruelle » du ministre de l'Education nationale d'interdire le port de l'abaya dans les établissements scolaires, soulignant les divisions à gauche sur la laïcité.

Cette interdiction va « se traduire encore une fois par des discriminations à l'égard des jeunes femmes et en particulier des jeunes femmes de confession musulmane et je pense qu'on n'a pas besoin de ça dans notre pays », a déclaré le coordinateur de de LFI Manuel Bompard sur France 2.

« Les autorités religieuses du culte musulman disent que les abayas ne sont pas une tenue religieuse et donc moi, je suis attaché à la défense de la laïcité, (...) je ne vois pas pourquoi il faudrait l'interdire », a-t-il argumenté, en soulignant attendre « autre chose du ministre de l'Éducation nationale que d'aller agiter les peurs et les fantasmes ».

« islamophobe »

La décision annoncée dimanche par le ministre de l'Education Gabriel Attal de proscrire en milieu scolaire ces longues robes de tradition moyen-orientale est le nouveau symbole des frictions qui traversent la gauche, entre d'un côté les Insoumis qui dénoncent une décision « islamophobe », les écologistes qui condamnent une « stigmatisation », et de l'autre de nombreux élus du Parti socialiste et du Parti communiste, qui approuvent la décision de Gabriel Attal, au nom de la laïcité.

A peine sortis de la polémique autour du rappeur Medine, et alors que les relations ont été tendues dans l'été sur la question d'une liste commune aux Européennes, les partenaires de l'union de gauche expriment une fois encore leurs désaccords.

Au PS, ni le chef du parti, Olivier Faure, ni le patron des députés, Boris Vallaud, n'ont pour l'instant commenté la décision de Gabriel Attal, tandis que le leader des insoumis Jean-Luc Mélenchon dénonçait « une nouvelle absurde guerre de religion entièrement artificielle à propos d'un habit féminin ».

Sur France Inter, la nouvelle secrétaire générale de la CGT Sophie Binet a tenté une position d'équilibre en insistant sur le besoin de « règles claires pour les équipes éducatives ». « Dès lors que (l'abaya) c'est considéré comme un signe religieux, évidemment qu'il faut l'interdire, comme les autres, mais le problème de faire sa rentrée politique sur le sujet, c'est que ça instrumentalise le phénomène ».



L'abaya que le gouvernement a décidé d'interdire à l'école en promettant des « règles claires au niveau national », est le nouveau symbole des frictions à gauche.